



**PREFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

Arrêté préfectoral en date du

04 OCT. 2023

imposant des mesures d'urgence à la société BUNGE implantée zone industrielle portuaire de Brest

LE PREFET DU FINISTERE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-20 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 73-05-AI du 9 janvier 2006 modifié autorisant la société CARGILL FRANCE à étendre les activités de son établissement spécialisé dans la trituration des graines alimentaires en vue d'en extraire l'huile alimentaire, situé en Zone Industrielle Portuaire de Brest ;
- VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 21 mars 2017 donnant acte à la société BUNGE France de la reprise des installations exploitées par la société CARGILL FRANCE ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 septembre 2023 transmis à l'exploitant conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 susvisé précise à l'article 3.1.3 que :

- les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ;
- les gaz odorants générés par l'établissement sont collectés, canalisés puis, au besoin, traités dans des installations d'épuration appropriées maintenues en permanence en bon état de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 15 septembre 2023, l'inspection de l'environnement en charge des installations classées a constaté qu'un des dispositifs de neutralisation des composés odorants présents dans les effluents gazeux des installations n'était pas en fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que le 15 septembre 2023, des odeurs caractéristiques des activités exercées par la société BUNGE sont perceptibles dans l'environnement alors que l'exploitant traite des graines de soja, moins chargées en composés odorants que les graines de colza ;

- CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la performance des dispositifs de désodorisation des émissions gazeuses ;
- CONSIDÉRANT** que de tels dispositifs doivent être efficaces dans toutes les situations d'exploitation des installations sauf à ce que l'exploitant justifie l'acceptabilité d'une performance moindre, au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, pendant certaines phases d'exploitation des installations ;
- CONSIDÉRANT** dès lors qu'il convient de prescrire à l'exploitant la réalisation d'un diagnostic de performance des différents dispositifs de traitement des effluents gazeux odorants, pour chaque situation d'exploitation normale des installations, y compris lors de leur démarrage et leur arrêt ;
- CONSIDÉRANT** qu'un tel diagnostic nécessite des mesures de concentration d'odeur en amont et en aval de chaque dispositif de traitement des effluents gazeux odorants ;
- CONSIDÉRANT** que l'efficacité mesurée des dispositifs de traitement des effluents gazeux odorants est à comparer aux efficacités qu'offrent les meilleures techniques disponibles ;
- CONSIDÉRANT** que les installations exploitées par la société BUNGE sont soumises aux dispositions de l'arrêté du 27 février 2020 susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que l'article 14 de l'arrêté du 27 février 2020 susvisé dispose que l'exploitant met en œuvre un plan de gestion des odeurs et procède régulièrement à son réexamen sous couvert de son système de management environnemental ;
- CONSIDÉRANT** que les effluents gazeux issus des installations exploitées par la société BUNGE sont susceptibles d'être à l'origine d'odeurs incommodantes pour les riverains et habitants ;
- CONSIDÉRANT** que lors de l'inspection du 15 septembre 2023, l'exploitant a présenté les premiers résultats d'analyse des effluents rejetés à l'atmosphère afin d'évaluer la performance des dispositifs de traitement en place et d'identifier les éventuels dispositifs de traitement additionnels pour réduire les émissions de composés odorants ;
- CONSIDÉRANT** que les valeurs limites de débits d'odeurs fixées à l'article 3.1.3 de l'arrêté du 9 janvier 2006 susvisé ne prennent pas en compte les meilleures techniques disponibles ;
- CONSIDÉRANT** dès lors qu'il convient de modifier ces valeurs limites ;
- CONSIDÉRANT** que face à cette situation et eu égard à l'importance des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 512-20 du même Code en prescrivant les mesures nécessaires pour prévenir le rejet de composés odorants susceptibles d'incommoder le voisinage et en limiter les conséquences ;
- CONSIDÉRANT** la nécessité de prendre rapidement les mesures nécessaires pour limiter les dangers ou des inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
- CONSIDÉRANT** que les délais de présentation préalable en Comité départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de cet arrêté ne sont pas compatibles avec la nécessité de mettre en place les prescriptions susvisées ;
- CONSIDÉRANT** que sont ainsi réunies les conditions d'application des dispositions prévues à l'article L. 512-20 du Code de l'Environnement ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Finistère,

ARRÊTE

Article 1

La société BUNGE France en sa qualité d'exploitant des installations classées situées zone industrielle portuaire de Brest est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Caractérisation des composés odorants

L'exploitant procède aux mesures des concentrations et débits des composés odorants prélevés au plus près de chaque source d'odeurs puis en amont et en aval de chaque dispositif de traitement de ces composés.

Les mesures mentionnées à l'alinéa précédent sont réalisées selon les référentiels normatifs en vigueur, dans toutes les configurations d'exploitation normale des installations, y compris lors de leurs phases de démarrage et d'arrêt.

Article 3 – Effets des conditions d'exploitation sur les composés odorants issus des installations

Si les concentrations de composés odorants mentionnées à l'article 2 dépendent de la nature et de caractéristiques des céréales traitées dans les installations, l'exploitant évalue leur variabilité, pour chaque situation d'exploitation mentionnée à cet article.

Article 4 – Rapport et plan de gestion des odeurs

L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées, sous un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les résultats des mesures mentionnées à l'article 2 et, le cas échéant, les évaluations mentionnées à l'article 3.

Ces résultats et évaluations sont commentés et interprétés, notamment au regard des dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté du 9 janvier 2006 modifié susvisé. Ils sont accompagnés :

- du descriptif des éventuelles modifications de conception ou d'exploitation des dispositifs de traitement des composés odorants en place que l'exploitant compte apporter à ces dispositifs afin d'atteindre les performances épuratoires qui résulteraient de la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles ;
- du calendrier prévisionnel de mise en œuvre de ces modifications.

Article 5 – Valeurs limites

Le tableau de l'article 3.1.3 de l'arrêté du 9 janvier 2006 modifié susvisé est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La concentration d'odeur à retenir, quelle que soit la hauteur d'émission, ne doit pas dépasser 1 000 uoE/m³ (unités d'odeur européennes par mètre cube) par source d'odeur »

Article 6 – Campagne spécifique de mesure des concentrations d'odeurs

L'exploitant réalise, sous un délai maximal de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, sur chaque source d'odeur canalisée, une mesure de la concentration d'odeur. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection de l'environnement en charge des installations classées dans le mois qui suit la réalisation des mesures précitées.

Article 7 – Modalités particulières d'application

Les dispositions de l'article 5 entrent en vigueur 6 mois après la date de notification du présent arrêté.

Article 8

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Telerecours citoyens dans un délai de deux mois suite à la date de notification du présent arrêté.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

À compter de sa notification et en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

Article 9

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, l'inspection de l'environnement spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (DREAL), M. le Maire de Brest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BUNGE

Quimper, le 04 OCT. 2023

Pour le préfet
Le secrétaire général,



François DRAPÉ

Destinataires :

- Sous-préfecture de Brest
- Maire de Brest
- Mme l'inspecteur de l'environnement – spécialité installations classées – UD 29 DREAL
- société BUNGE